

# **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES**

## **LOT 00 : PRESCRIPTIONS COMMUNES**

### **RENOVATION DES FACADES DU BATIMENT LOGEMENTS DES INTERNES POUR LE CENTRE HOSPITALIER DE CHOLET**

1 rue de Marengo

49300 CHOLET

**STADE DCE – Novembre 2025**

#### **MAITRE D'OUVRAGE**

CHU d'Angers

Etablissement support agissant au nom et pour le compte des établissements du GHT 49

4 rue Larrey

49933 ANGERS CEDEX 9

---

#### **INTERVENANTS**

##### **ARCHITECTE**

AGENCE GREGOIRE ARCHITECTES  
46 rue Paul Bouyx  
49300 CHOLET  
☎ 02 41 58 89 49  
✉ [contact@gregoire-architectes.fr](mailto:contact@gregoire-architectes.fr)



##### **ECONOMISTE**

SARL AFORPAQ  
14 rue Rhin et Danube  
49300 CHOLET  
☎ 02 41 29 93 39  
✉ [contact@aforpaq.fr](mailto:contact@aforpaq.fr)



##### **BET FLUIDES**

BATEL  
5 Boulevard Pierre Lecoq  
49300 CHOLET  
☎ 02 41 49 18 20  
✉ [contact@batel.fr](mailto:contact@batel.fr)



## **Sommaire de PRESCRIPTIONS COMMUNES**

<b>00- PRESCRIPTIONS COMMUNES.....</b>	<b>3</b>
00.1- CONTENU DU DOSSIER .....	3
00.2- INTERVENANTS .....	3
00.3- LISTE DES LOTS.....	3
00.4- REGLEMENTATION.....	4
00.5- PRESENTATION DE L'OFFRE - CADRES DE BORDEREAU.....	4
00.6- SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE .....	4
00.7- CONNAISSANCES DES LIEUX.....	4
00.8- COORDINATION .....	5
00.9- NATURE DES MATERIAUX .....	5
00.10- VERIFICATION .....	5
00.11- PROTECTION DES OUVRAGES EXECUTES .....	5
00.12- RESPECT DES PLANS ET DU DESCRIPTIF .....	6
00.13- ERREURS ET CONTRADICTIONS ENTRE DOCUMENTS .....	6
00.14- ECHANTILLONS .....	6
00.15- NETTOYAGE DE CHANTIER .....	6
00.16- PLANS D'EXECUTION ET FRAIS D'ETUDES .....	6
00.17- ORGANISATION COLLECTIVE - COMPTE PRORATA .....	7
00.18- LIMITES DES TRAVAUX.....	8

## **00- PRESCRIPTIONS COMMUNES**

### **00.1- CONTENU DU DOSSIER**

Le présent dossier d'appel d'offres définit aussi précisément que possible l'ensemble des ouvrages à exécuter concernant la rénovation des façades du bâtiment logements des internes pour le Centre Hospitalier de CHOLET (49).

Les descriptions et indications portées au CCTP et aux plans n'ont pas un caractère limitatif. L'entrepreneur devra les vérifier et par ses connaissances professionnelles, devra suppléer aux détails que pourraient être omis dans les documents cités précédemment.

L'entrepreneur sera réputé avoir pris connaissance des documents écrits et documents graphiques dans leur ensemble, constituant les pièces contractuelles "TOUS CORPS D'ETAT", afin de s'assurer de la compatibilité de sa propre prestation avec celles des autres corps d'états.

Il est explicitement rappelé aux entreprises que les pièces du dossier forment un tout. Ces pièces se complètent, elles ne sont opposables qu'en cas de contradiction entre deux documents, jamais en cas d'oubli éventuel sur l'une ou l'autre pièce.

Une indication portée sur le plan et non définie au CCTP (ou inversement) est due par l'entreprise sans restriction ni limite.

La responsabilité des entrepreneurs vis à vis du maître d'ouvrage reste entière conformément aux engagements par eux souscrits, ainsi qu'au respect des Règles de l'Art et des Prescriptions Techniques Réglementaires sans prétendre à aucun supplément.

### **00.2- INTERVENANTS**

#### **ARCHITECTE**

AGENCE GREGOIRE ARCHITECTES

46 rue Paul Bouyx

49300 CHOLET

Téléphone : 02 41 58 89 49

E-mail : contact@gregoire-architectes.fr

#### **ECONOMISTE**

AFORPAQ

14 rue Rhin et Danube

49300 CHOLET

Téléphone : 02 41 29 93 39

E-mail : contact@aforpaq.fr

#### **BET FLUIDES**

BATEL

5 boulevard Pierre Lecoq

49300 CHOLET

Téléphone : 02 41 49 18 20

E-mail : contact@batel.fr

### **00.3- LISTE DES LOTS**

**00 PRESCRIPTIONS COMMUNES**

**01 ITE - RAVALEMENT - PEINTURE**

**02 OSSATURE BOIS - ISOLATION - BARDAGE ALUMINIUM**

**03 METALLERIE**

**04 MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM**

**05 ELECTRICITE**

## **00.4- REGLEMENTATION**

Les travaux objet du présent corps d'état seront exécutés conformément aux clauses et conditions générales des documents ci-après en vigueur à la date de remise des offres, à savoir :

- Les documents techniques applicables aux travaux du corps d'état intéressé.
- Les Normes Françaises homologuées (NF).
- Le REEF édité par le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB) et en particulier aux prescriptions des Cahiers des Clauses Techniques (CCT) et des Cahiers des Clauses Spéciales (CCS) des DTU en vigueur.
- Les règles de calcul.
- Les règles de sécurité éditées par le Ministère du Travail.
- Le code de la construction et de l'habitation.
- L'arrêté du 31 janvier 1986 relatif à la protection contre l'incendie des bâtiments d'habitation.
- Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Les documents cités ci avant sont réputés connus par l'entreprise et leurs dispositions tenues pour contractuelles dans la mesure où elles ne sont pas contradictoires aux stipulations contenues dans les documents d'ordre particulier.

Inversement, toute fourniture ou prestation complémentaire découlant de l'observation des normes ou des règles susvisées, par rapport aux prévisions faites dans les descriptifs, ne pourra ouvrir droit à supplément.

## **00.5- PRESENTATION DE L'OFFRE - CADRES DE BORDEREAU**

Pour permettre la comparaison des offres, l'entreprise établit obligatoirement le devis détaillé accompagnant sa soumission à l'aide du "CADRE DE BORDEREAU" joint.

Les indications dimensionnelles figurées sur les plans doivent permettre l'établissement des offres et leur comparaison.

L'entrepreneur adjudicataire vérifiera le bordereau fourni par le concepteur et ayant servi à l'établissement de l'offre aussitôt qu'il aura été averti du résultat de l'appel d'offres et avant signature de son marché. En signant son marché, l'entreprise est réputée reprendre à son compte le CADRE DE BORDEREAU. En cas d'erreur ou d'omission constatée après signature du marché, l'entreprise s'interdit tout recours auprès de l'équipe de conception ainsi que toute remise en cause du caractère forfaitaire du marché auprès du maître d'ouvrage.

L'entrepreneur en tient compte lors de l'établissement de ses prix unitaires.

## **00.6- SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE**

L'entrepreneur devra tenir compte dans son offre des dispositions en matière de sécurité et de protection de la santé applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil, issues de la loi du 31 décembre 1993 et du décret du 26 décembre 1994 et des dispositions propres à l'opération.

Il devra :

- Respecter les règles définies dans le PGCSPPS du coordonnateur.
- Fournir un P.P.S.P.S. en deux exemplaires avant son intervention sur site.
- Remettre pour la fin de son intervention et au plus tard quinze jours avant la réception des travaux, le dossier d'interventions ultérieures en deux exemplaires.

Il sera en outre réputé avoir inclus dans son offre toutes les sujétions implicitement nécessaires au respect des dispositions réglementaires et des consignes du coordonnateur SPS.

Les dépenses de sécurité, qu'elles soient individuelles ou collectives sont à la charge des entreprises.

## **00.7- CONNAISSANCES DES LIEUX**

L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux.

Avant d'établir son offre et après lecture complète des plans et pièces écrites, il se rendra compte de l'importance et de la nature des travaux à exécuter, et avoir apprécié toutes les difficultés et sujétions pouvant en résulter.

Aucun supplément ne sera consenti après signature du marché, au titre de l'environnement du projet, des difficultés d'accès et d'approvisionnement, des contraintes d'exécution et sujétions particulières.

Il lui est rappelé que les travaux comprennent implicitement toutes les sujétions et fournitures pour une exécution conforme aux règlements en vigueur et aux règles de l'art, et pour leur parfait achèvement.

En fin de travaux, il doit, dans ses zones d'intervention, un nettoyage général du chantier.

## **00.8- COORDINATION**

La bonne et rapide réalisation de l'ouvrage nécessite un travail d'équipe. Chaque entreprise doit donc exécuter ses travaux en étroite collaboration avec les autres corps d'état, en étant prévenant et en fournissant tous les renseignements nécessaires.

Après visa de l'architecte, les entrepreneurs devront remettre aux entreprises intéressées les plans des détails avec toutes les indications nécessaires et ceci, avant le démarrage des travaux.

Le visa n'empêche pas les entrepreneurs d'être responsables de toutes les erreurs ultérieures qui pourraient être commises dans l'exécution des ouvrages.

Chaque corps d'état doit ses trous, percements et raccords. Toutefois, si ceux-ci sont à effectuer dans le gros œuvre, ils seront effectués par l'entrepreneur de maçonnerie. Il convient donc que les plans de réservation soient fournis au moins 8 jours avant.

A défaut, le corps d'état fautif sera directement débiteur du maçon.

Tout manquement entraînera l'exécution des travaux aux frais du déficient.

Toutes les canalisations, câbles, gaines traversant le gros œuvre, devront être munis d'un fourreau de diamètre suffisant pour assurer une bonne dilatation, l'entrepreneur de gros œuvre réalisera la pose de ces fourreaux, la responsabilité de la mise en œuvre et la fourniture des fourreaux resteront à la charge des entreprises intéressées.

## **00.9- NATURE DES MATERIAUX**

Les matériaux employés devront respecter l'environnement.

Pour ce projet, il n'y a pas de démarche HQE mais les entreprises sont sensibilisées sur le respect de l'environnement.

Il appartient aux entreprises de choisir les produits de construction dont les caractéristiques techniques, environnementales et sanitaires permettent moyennant une mise en œuvre conformes aux règles de l'art ou aux prescriptions du fabricant, d'obtenir la qualité visée de l'ouvrage sur les plans technique, environnemental et sanitaire.

## **00.10- VERIFICATION**

Chaque entrepreneur est tenu de vérifier l'ensemble des documents fournis. Les textes et documents énumérés dans l'ensemble des pièces du marché sont non exhaustifs, à ce titre ils ne pourront être considérés comme limitatifs. Il ne pourra en aucun cas s'appuyer sur des imprécisions, omissions ou erreurs existantes sur les documents fournis, pour éluder la responsabilité d'un ouvrage non conforme aux règles de l'art ou dont l'exécution laisserait à désirer.

Avant toute mise en œuvre, l'entrepreneur s'assurera de la possibilité de suivre les indications et cotes fournies, pour l'exécution de ses travaux. En cas d'impossibilité, il en référera immédiatement à l'architecte.

Il ne pourra en aucun cas modifier le projet de l'architecte, mais devra signaler toutes modifications qu'il croirait utile d'y apporter. En tant que spécialiste, il provoquera tous renseignements sur tout ce qui lui semblerait douteux ou incomplet, et devra compléter les dessins qui lui seront remis par l'architecte.

Faute de se conformer aux présentes prescriptions, il deviendra responsable de toutes les erreurs relevées au cours de l'exécution, ainsi que des conséquences de toute nature qu'elles entraîneraient.

## **00.11- PROTECTION DES OUVRAGES EXECUTES**

Les entrepreneurs sont responsables vis-à-vis du maître d'ouvrage des dégâts pouvant survenir avant la réception, aux ouvrages qu'ils ont exécutés, charge à eux de se prémunir de leur assurance ou de se retourner contre les responsables, entrepreneurs ou tiers, dans le cadre ou non du compte prorata, sous l'arbitrage de l'architecte. Cette responsabilité concerne également la protection du chantier contre les venues d'eau d'origines diverses par tous les moyens appropriés (ouvrages provisoires, pompes).

Les entrepreneurs sont évidemment responsables des dommages causés par leurs propres ouvriers.

De ce fait, au fur et à mesure de leur réalisation ou mise en place, les entrepreneurs doivent protéger leurs ouvrages par toute protection adéquate (coffrages, plastiques, plâtre, papier...).

## **00.12- RESPECT DES PLANS ET DU DESCRIPTIF**

Toutes les dispositions précisées au CCTP et sur les plans devront être respectées, tant en ce qui concerne le mode de construction que les dispositions d'ensemble définies dans la conception.

Tous les détails constructifs liés à la réalisation de plusieurs corps d'état seront mis au point en accord avec les corps d'états concernés.

La description des différents corps d'états comporte des marques commerciales. Il est entendu que ces désignations ne sont données qu'à titre d'archétypes, pour préciser le choix des concepteurs et pour faciliter la comparaison des offres.

Chaque entreprise pourra proposer des matériaux ou matériels de marques différentes qui seront au moins de qualité équivalente à ceux prescrits.

Ceux-ci devront être préalablement acceptés par le maître d'ouvrage et l'architecte avant toute commande et mise en œuvre.

Tous documents et fiches techniques détaillées démontrant l'entière équivalence, devront être produits par l'entreprise.

## **00.13- ERREURS ET CONTRADICTIONS ENTRE DOCUMENTS**

L'entrepreneur devra se reporter à tous les dessins et plans de détails, et dans le cas de non concordance, c'est celui à plus grande échelle qui sera prioritaire, après le présent CCTP.

En cas de contradiction entre les plans et le CCTP, l'entrepreneur ne pourra opter pour une solution sans en avoir référé par écrit à l'architecte qui sera seul à pouvoir décider de la solution à retenir.

Toute erreur ou omission relevée en cours d'étude sera signalée à l'architecte avant la remise de l'offre, faute de quoi l'entrepreneur sera considéré comme responsable des conséquences qui en résulteront.

Aucune cote ne devra être prise à l'échelle sur les dessins, les cotes et indications diverses portées sur les différents documents devront être vérifiées sur place. Dans le cas de non concordance, l'entrepreneur devra en référer à l'architecte.

D'autre part, l'entrepreneur provoquera tous renseignements complémentaires sur tout ce que lui semblerait douteux ou incomplet.

## **00.14- ECHANTILLONS**

Les entreprises fournissent au début du chantier les échantillons de leurs diverses fournitures accompagnés de la documentation technique correspondante. Lorsque le choix a été effectué et entériné par le maître d'ouvrage, les échantillons retenus sont conservés dans le bureau de chantier mis à la disposition de l'architecte.

L'architecte se réserve le droit de demander aux entrepreneurs de réaliser tout ou une partie d'un ensemble d'ouvrages. Ces ouvrages sont destinés à la présentation des prestations prévues, à la mise au point des dispositions de détail et éventuellement aux essais de tous ordres.

## **00.15- NETTOYAGE DE CHANTIER**

Chaque entrepreneur doit le nettoyage de son chantier et l'évacuation de ses gravats et déchets de façon à ce que le chantier soit propre pour chaque fin de semaine.

Le maître d'ouvrage et l'architecte se réservent le droit de faire déplacer une entreprise de nettoyage dans le cas où les entreprises ne respecteraient pas ces engagements.

La facture du nettoyage serait, dans ce cas, imputée au compte PRORATA.

Tous les ouvrages devront être livrés en parfait état d'achèvement de finition et de propreté.

## **00.16- PLANS D'EXECUTION ET FRAIS D'ETUDES**

Chaque entreprise devra l'établissement de ses plans d'exécution, de fabrication et de montage, ainsi que les notes de calculs et toutes études techniques nécessaires à la réalisation de ses ouvrages.

Ces plans, détails et notes de calculs justificatives seront transmis à l'architecte et aux entreprises concernées pour avis, avant toutes commande ou mise en fabrication.

Dans tous les cas l'entreprise conservera l'entière responsabilité des suggestions et informations portées sur ses documents même après avis favorable.

Les détails liés à l'intervention de plusieurs entreprises seront réalisés en coordination, en définissant précisément les limites de prestations de chacune d'elles.

Tous les frais d'études sont à la charge des entreprises.

## **00.17- ORGANISATION COLLECTIVE - COMPTE PRORATA**

### **PRINCIPES**

Le compte prorata sera géré par l'entreprise du lot ITE - RAVALEMENT - PEINTURE qui en fera son affaire, la maîtrise d'œuvre n'intervenant pas dans son règlement.

Le compte prorata comprend les frais de consommation d'eau, d'électricité, de téléphone, d'entretien de la voirie, de réfection des ouvrages endommagés durant le chantier et du nettoyage de chantier si nécessaire.

Il y a lieu de se reporter au Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (PGCSPS) joint au dossier d'appel d'offres qui définit les installations communes et la répartition des frais.

### **REPARTITION DES DEPENSES**

Dans le cas particulier de marchés séparés, la répartition des dépenses de chantier est faite comme suit :

#### **Dépenses individualisées par lot :**

##### **A la charge de l'entrepreneur principal, titulaire du lot ITE - RAVALEMENT - PEINTURE :**

- Établissement de la déclaration préalable de travaux.
- Branchements et réseaux provisoires d'eau, d'électricité, d'égouts, y compris demandes d'abonnements auprès des services compétents.
- Installation de signalisation intérieure et extérieure.
- Installations communes de sécurité et d'hygiène.
- Installation du téléphone et des équipements de bureau.
- Les charges temporaires de voirie et de police.
- Les frais de fermetures provisoires des bâtiments et des emprises de chantier.
- Fourniture et pose du panneau de chantier, stipulant notamment les différents participants à l'opération (entreprises, architecte, économiste, BET...).
- Demande d'abonnement chantier, fourniture et mise en œuvre de l'armoire générale électrique et secondaire pour le cantonnement et les installations de chantier (grues...). A ce sujet, l'entreprise est censée avoir pris contact avec EDF ou le service concessionnaire afin de s'assurer que ceux-ci peuvent distribuer les puissances nécessaires pour le chantier.
- Installation et maintenance des armoires secondaires électriques de chantier.
- Installation et entretien de l'éclairage de chantier (interne et externe).
- Exécution et maintien en état des voiries d'accès provisoires de chantier selon nécessité.
- Aires de stockages et de stationnements nécessaires...
- Entretien et remise en état si nécessaire des voies d'accès existantes.
- Protection des espaces et ouvrages divers existants conservés sur le site.
- Toutes installations et équipements demandés par le coordonnateur SPS (voir PGC).
- Repli des installations de chantier, avec nettoyage des abords.
- Plan d'installation de chantier.

##### **A la charge de chaque lot séparé :**

Chaque entrepreneur doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé.

Chaque entrepreneur a la charge de l'évacuation de ses propres gravats et déblais jusqu'au lieu de stockage temporaire sur le chantier fixés par l'architecte sur proposition de l'entrepreneur principal.

Chaque entrepreneur a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées, ainsi que l'enlèvement de ses gravats stockés et de leur transport aux décharges publiques.

Chaque entrepreneur doit prendre ses dispositions pour protéger ses matériaux et matériels de tous vols ou dégradations.

Toutes installations et équipements demandés par le coordonnateur SPS (voir PGC).

**Dépenses communes**

Font l'objet d'une répartition forfaitaire, dans tous les cas où elles n'ont pas été individualisées et mises à la charge d'un entrepreneur ou d'un groupe d'entrepreneurs déterminé, les dépenses indiquées ci-après :

- Abonnement et consommations d'eau, d'électricité, de gaz et de téléphone.
- Frais de remise en état de la voirie et des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable.
- Frais d'entretien de la base vie.
- Frais de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés, dans les cas suivants :
  - L'auteur des dégradations et des détournements ne peut être découvert.
  - Les dégradations ou les détournements ne peuvent être imputés à l'entrepreneur titulaire du lot déterminé.
  - La responsabilité de l'auteur, insolvable, n'est pas couverte par un tiers.
- Dépenses liées à l'évacuation des gravats aux décharges publiques de l'ensemble des entreprises (bennes avec tri sélectif, à adapter suivant les déchets et gravats du chantier).

L'entrepreneur titulaire du lot ITE - RAVALEMENT - PEINTURE est nommé entrepreneur principal pour la présente opération. Il procède au règlement des dépenses ci-dessus, mais il peut demander des avances aux autres entrepreneurs. Il effectue, en cours ou en fin de chantier, la répartition des dites dépenses entre les entrepreneurs, proportionnellement aux montants de leurs marchés éventuellement modifiés par avenant.

Dans cette répartition, le rôle de l'architecte est celui d'un médiateur dans le cas où les entrepreneurs lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.

**00.18- LIMITES DES TRAVAUX****ACHEVEMENT DES OUVRAGES**

Les ouvrages s'entendent avec toutes fournitures, mise en œuvre, façon, poses et en général tous les travaux nécessaires à leur parfait achèvement.

Tous les ouvrages devront être livrés en parfait achèvement, de finition et de propreté.

Ils devront être nets de toutes épaufures, traces de heurts... et débarrassés de toutes salissures, traces de plâtre, mortier, peinture, et tâches de toutes natures. Au besoin, ils seront refaits, remplacés, raccordés, retouchés ou nettoyés selon le cas, aux frais de l'entreprise défailante.

**PROTECTION DES OUVRAGES**

Les ouvrages tels que les sols, les menuiseries, les revêtements seront protégés pour éviter toute détérioration, et ce jusqu'à la fin du chantier.

**DISPOSITIONS GENERALES**

L'entrepreneur aura toute liberté pour se rendre compte sur place de l'état des lieux et des difficultés éventuelles d'exécution des travaux.

Il est rappelé que les sujétions d'organisation de chantier, y compris les frais de location du domaine privé ou public, droits de voirie... sont à la charge de l'entreprise. L'entreprise attributaire sera tenue de se renseigner auprès des services techniques de la commune sur l'itinéraire à emprunter par ses camions. Elle veillera à entretenir en bon état les chaussées et procédera chaque fois qu'il sera nécessaire à leur nettoyage.

Elle procédera à la remise en état des ouvrages ou parties d'ouvrages détériorés lors de l'exécution des travaux et devra inclure dans son forfait, tous les travaux de protection réclamés par les services techniques de la commune et par les règlements de sécurité ainsi que toutes les sujétions de coordination avec les services concessionnaires (EDF - GDF - France Télécom et eau).